

La sénilité des bachaghas, l'analphabétisme des gaïds, la docilité des auxiliaires administratifs, la débilité des chefs de tribus et des pseudo-cheikhs de zaouïa, toutes ces tares du temps de la colonisation et du maraboutisme ont été réactivées, exhumées, dépoussiérées, pour servir de nouveau à la restauration de l'esprit du douar.

Les explications qui manquaient à la compréhension de notre passé de peuple plusieurs fois asservi par des occupations d'origines différentes n'ont pas besoin d'être cherchées dans le passé, elles sont dans le présent, dans l'actualité, reconnaissables entre toutes. Il est inutile de les chercher dans les livres d'histoire, elles affluent sous nos yeux.

Les marques auxquelles on reconnaissait la colonisabilité (l'atomisation de la société, la trahison des «élites», la communion populaire dans l'acceptation de vivre dans n'importe quel état et sous n'importe quel Etat venu d'Orient ou d'Occident) sont les mêmes que celles dont se nourrit le despotisme indigène.

Nous ne portons pas les éléments constitutifs d'une nation mais tous les ingrédients d'une communauté rassemblée autour de défauts au lieu de vertus et de qualités. Moins que jamais nous sommes éligibles au rang de nation, même si le pétrole jure du contraire.

L'ancien système n'a pas préparé la relève car son projet n'était pas de laisser derriè-

re lui le meilleur mais le pire. Le système qui prend forme non plus, il dépasse même en nocivité et en scandale l'ancien. Toufik a ramené Bouteflika, Bouteflika ramènera celui qui lui succédera.

Peut-être Chakib Khelil, l'homme en qui Saâdani a reconnu, dans une vision

***L'ancien système n'a pas préparé la relève car son projet n'était pas de laisser derrière lui le meilleur mais le pire. Le système qui prend forme non plus, il dépasse même en nocivité et en scandale l'ancien. Toufik a ramené Bouteflika, Bouteflika ramènera celui qui lui succédera. Peut-être Chakib Khelil, l'homme en qui Saâdani a reconnu, dans une vision surnaturelle, le «meilleur ministre de l'histoire de l'Algérie».***

surnaturelle, le «meilleur ministre de l'histoire de l'Algérie». Pourtant aucun concours n'a jamais été organisé pour dégager le nom du meilleur parmi le demi-millier de ministres que l'Etat a employés depuis l'indépendance.

Le meilleur ministre de l'Energie, selon les critères en vigueur, peut-être ; le plus cher au cœur de Bouteflika, je ne dis pas ; le plus suspecté de grande corruption, assurément ; mais le meilleur ministre depuis 1962, Saâdani ne sait pas ce qu'il dit. Car s'il savait, il se serait aperçu qu'il

reléguait ce même Bouteflika à un second plan, lui qui a été ministre de 1962 à 1981. Mais il fallait à Saâdani commencer à tresser les lauriers et à inventer les titres pompeux car les temps pressent et l'appel de la terre peut à tout moment retentir pour Bouteflika. Bouteflika et Khelil ont le même âge,

quatre-vingt ans ; ils sont nés dans la même province marocaine, Oujda ; ils ont été aux mêmes écoles, celle de leur commune et de la vie ; ils ont la même taille et tous deux ont été accusés par la justice algérienne de détournement de fonds sans que l'accusation empêche le premier de devenir président de la République et de battre le record de longévité au pouvoir, ni n'empêchera le second de l'être à son tour.

Les zaouïas ont été chargées de l'oindre de sainteté et Saâdani de le teindre de l'éclat de la compétence. Les techniques de

«plébiscite populaire» héritées du général Toufik sauront faire le reste. Cependant, rien n'est définitivement dit et un train peut cacher un autre.

Bouteflika semble voué à partir comme il est venu : dans une ambiance de grabuge, de règlement de comptes et de «dissensus», comme je l'ai écrit en 1999 quand il s'était présenté comme le «candidat du consensus». Il prépare sa succession dans le même climat de reclassements, de divisions et d'affrontements. Saâdani était là à l'époque, tout comme le général Toufik et sans doute sur ses ordres.

Il était président des comités de soutien de Bouteflika parce que le FLN dirigé par Benhamouda avait refusé de remplir cet office. On n'a plus entendu parler de cet ancien, entre autres fonctions, ministre des Moudjahidine. Dix-sept ans plus tard Saâdani est encore là, à la tête du FLN et des «comités de soutien», alors que le général Toufik, comparé naguère au «Créateur», n'est plus qu'une faible créature.

Que devons-nous faire en prévision des dangereuses évolutions qui s'annoncent ? Continuer d'observer bouche cousue, chacun dans notre coin ? Prendre parti pour un camp contre l'autre ? Ou penser à tracer le chemin du salut aux antipodes de toute idée de «système» ancien ou à venir ? La troisième voie me semble s'imposer, mais trouvera-t-elle ses Héraults et ses Héros ?

N. B.

## SAHARA OCCIDENTAL

# 40 ans de tension et des incertitudes

(2<sup>e</sup> partie et fin)

Par Mostefa Zeghlache

Aujourd'hui, le Maroc procède à une véritable colonisation de peuplement du territoire où les citoyens marocains ont submergé en nombre les citoyens sahraouis, chez eux. Il y stationne le gros de son armée dans près de 80% du territoire qu'il occupe derrière un mur renforcé le long de la zone la séparant des forces armées sahraouies. Depuis, c'est le statu quo qui prévaut et l'ONU reste avec l'espoir de voir les deux parties au conflit s'entendre sur une voie de règlement qui a montré ses limites auparavant, les positions étant diamétralement opposées. Alors que le Maroc fait valoir, depuis 2007, son plan d'autonomie du Sahara, dans le cadre d'une souveraineté marocaine, le Front Polisario revendique le droit de son peuple à l'autodétermination où les deux options — indépendance et rattachement au Maroc — figureraient.

Aujourd'hui, les autorités marocaines spéculent sur le départ de l'actuel secrétaire général de l'ONU en décembre prochain, à l'issue de son deuxième mandat, sur la prochaine administration américaine à Washington et le départ de Suzan Rice du Conseil national de sécurité, hostile, semble-t-il, au Maroc, sur celui de la génération de l'indépendance du pouvoir en Algérie, et ses amis à l'ONU pour pouvoir faire admettre à tous, surtout aux Sahraouis, la validité du projet d'autonomie ! C'est un pari très aléatoire et qui risque de mettre beaucoup de temps pour se réaliser.

Par ailleurs, le pouvoir et l'opposition marocains s'adonnent aux enchères sur un thème, celui de l'intégrité territoriale, qui associe nationalisme extrême, patriotisme exacerbé et calculs politiques. Ce jeu s'identifie à celui de dupes où l'erreur peut être fatale. Car l'occupation du Sahara apparaît comme «un dérivatif politique et une opportunité de refaire l'union sacrée autour de la personne du roi».

Davantage qu'un salut pour le pouvoir, l'annexion du Sahara occidental par la violence «permet à la fois de satisfaire le nationalisme populaire et d'attribuer aux Forces armées royales d'autres tâches en les éloignant du champ politique qu'elles avaient convoité», notamment à travers le coup d'Etat manqué de Skhirat le 10 juillet 1971 et l'attentat du 16 août 1972 contre le roi

Hassan II qui avait décidé de faire de «la défense de l'intégrité territoriale une cause patriotique» pour justifier la pérennité du pouvoir<sup>(14)</sup>. Ce même pouvoir qui, à ce jour, omet d'évoquer l'occupation coloniale espagnole de Ceuta et Melilla, les îles Zaffarines (Jaafarines) et les rochers de Vêlez de la Gomera et d'Alhuceima.

Dans ce mélodrame orchestré par le Palais, les partis, y compris les islamistes qui dirigent aujourd'hui le gouvernement, sont dans la contrainte de jouer le jeu périlleux de l'extrémisme nationaliste, et de faire monter les enchères pour ne pas disparaître. Ils doivent prouver leur soumission au Palais sachant qu'ils jouent leur existence sur cet attachement à la Constitution et au principe monarchique, tout comme la monarchie tient sa capacité et sa légitimité de la monopolisation du sens national».

***Par ailleurs, le pouvoir et l'opposition marocains s'adonnent aux enchères sur un thème, celui de l'intégrité territoriale, qui associe nationalisme extrême, patriotisme exacerbé et calculs politiques. Ce jeu s'identifie à celui de dupes où l'erreur peut être fatale.***

On peut déduire que le régime politique marocain actuel s'est fourvoyé dans une stratégie qui conditionne sa propre pérennité. Cependant, l'occupation du Sahara occidental n'est pas seulement une question de prétendus droits historiques, d'orgueil national ou d'amour-propre<sup>(15)</sup>. C'est aussi un espace géostratégique, un continuum et une voie d'accès vers l'Afrique de l'Ouest subsaharienne.

Enfin et pas des moindres, ce territoire est un gisement d'importantes richesses agricoles et minières à peine connues, répertoriées et exploitées.

Le secteur de la pêche représente plus de 17% du PIB du territoire, 31% des emplois locaux et 78% des captures marocaines dans des eaux parmi les plus poissonneuses au monde, surexploitées par des compagnies marocaines et occidentales.

Les produits agricoles destinés à l'exportation, notamment vers l'Union européenne

(UE), représentaient 38 000 tonnes en 2008, 80 000 tonnes en 2013 et devraient atteindre 160 000 tonnes vers 2020. L'UE est poussée par la France pour que le Conseil de l'Union fasse pression sur le Parlement européen afin qu'il remette en cause son arrêt d'annulation de l'accord agricole de 2012 entre l'Union et le Maroc. Et c'est le ministre français Harlem Désir qui l'a déclaré récemment, tout en rappelant que les investissements de l'Union au Maroc sont de 1,7 milliard d'euros<sup>(16)</sup>.

En ce qui concerne les phosphates, l'Office chérifien des phosphates à Boukraâ (PhosBoukraâ) extrait du Sahara occupe près de 10% des exportations du royaume. Estampillées «made in Morocco», toutes ces richesses sont exploitées et exportées par le Maroc au mépris «du droit universel et permanent des Sahraouis sur les

ressources naturelles de leur territoire». Et dire que le 14 décembre 1970 déjà, l'Assemblée générale des Nations unies votait la résolution 2711 (XXV) invitant «tous les Etats à s'abstenir d'entreprendre des investissements au Sahara espagnol».

Rappelons que l'ONU a tôt pris en charge la situation du territoire à travers le Comité de décolonisation ou Comité des 24 qui adopta, le 16 septembre 1964, sa première résolution reprise par l'Assemblée générale en 1965, demandant à l'Espagne de tout mettre en œuvre pour l'autodétermination des territoires d'Ifrni (Maroc) et du Sahara.

Pour sa part, l'OUA dont la Charte, en mai 1963 et la résolution du premier sommet tenu au Caire du 17 au 21 juillet 1964, portent l'engagement des Etats membres à respecter l'intangibilité de leurs frontières héritées de l'époque coloniale, a admis en son sein la RASD en 1982 en tant qu'Etat membre. Le Maroc quittera l'organisation

continentale en 1984. Depuis sa résolution 3458 du 10 décembre 1975 réaffirmant le droit du peuple du Sahara occidental à l'autodétermination sous contrôle de l'ONU, la position de l'OUA puis de l'Union africaine (UA) est restée constante.

Prétendre que le Sahara occidental est «terra nullus» (territoire sans maître) comme l'avancait l'Espagne, récusée par l'avis de la CIJ du 16 octobre 1975<sup>(17)</sup>, revendiquer un territoire non autonome au nom de droits historiques non établis et non reconnus par cette même cour, accuser des nationalistes résistants de terroristes et un pays voisin de déstabilisateur, défier la communauté internationale... Voilà bien des arguments qui ne tiennent pas face au bon sens politique et ne se justifient guère devant la légalité internationale dont le droit des peuples à disposer librement de leur avenir constitue le summum. Ce dernier point constitue le socle de la position algérienne sur ce conflit.

Instruite de l'expérience de la guerre, dite des «sables», d'octobre 1963, née de l'invasion des troupes marocaines du territoire algérien dont le pouvoir marocain voulait annexer une partie de la région du Sud-Ouest, forte du principe érigé en dogme par l'OUA concernant l'intangibilité des frontières héritées de la colonisation<sup>(18)</sup> et rassurée par la prise en charge du conflit par les Nations unies, l'Algérie a fait sienne la résistance du peuple sahraoui.

Elle a reconnu la RASD le 6 mars 1976. Parmi les déclarations des présidents qui se sont succédé au pouvoir en Algérie et qui évoquent cette question, on peut en citer, à titre d'illustration, deux, prises au hasard, des présidents Boumediène et Chadli.

Le premier déclarait, notamment lors d'un discours prononcé le 14 novembre 1977 : «Nous ne sommes hostiles ni au Maroc ni à la Mauritanie. Cependant nous avons aidé et continuerons à aider le peuple sahraoui qui refuse de se laisser exterminer et qui a pris les armes pour défendre son existence et sa patrie.»<sup>(19)</sup>

Suite en page 10